

2007: Robert Garcia, le **coordinateur général**, s'explique

## „Je ne ferai pas une année culturelle au rabais“

**kulturissimo: Qui est à l'origine de l'initiative de refaire, douze ans après, de Luxembourg la capitale européenne de la culture 2007?**

**Robert Garcia:** Le Conseil de ministres, la Commission européenne et le Parlement européen, puisque ce sont les 15 anciens pays qui se sont réparti les „capitales culturelles“ par tirage au sort. Pour Luxembourg, c'est tombé sur 2007, mais ça aurait aussi pu être 2019, on aurait aussi pu échanger, comme cela s'est fait pour d'autres pays. En 2005, c'est l'Irlande qui assume le projet, en 2006, la Grèce et en 2007, le Luxembourg. Il était d'ailleurs prévu de faire un concours à l'intérieur de chaque pays pour choisir la cité la mieux outillée, mais cela ne s'est pas fait, ni en Irlande, ni en Grèce, ni, bien sûr, au Luxembourg, puisqu'il n'y avait pas de choix; cela vient cependant de se faire en Allemagne où il y a eu 17 villes candidates pour 2010; il en reste maintenant deux en lice: Görlitz et Essen.

**k.: On parle pour 2007 de „Capitale européenne de la Culture“ (CEC), et non plus de „Ville européenne“ comme en 1995. Pourquoi sommes-nous cette fois-ci moins modestes?**

**R.G.:** Je l'ignore. Le règlement communautaire parle de „capitales“, mais le modèle „Capitale européenne et Grande Région“ n'y est pas prévu. C'est donc une exception culturelle que nous mettons en place.

**k.: Quel est le statut juridique: asbl, établissement public, fondation?**

**R.G.:** D'abord ce fut une première asbl., mais maintenant il en y a même deux.

### Questions de structures

**k.: Qui en fait partie? Quel est l'équilibre entre gouvernement et ville?**

**R.G.:** La composition était déjà faite avant mon arrivée. Il y a neuf personnes dans le Conseil d'administration, dont deux de la Ville de Luxembourg, deux du ministère de la Culture et les autres de différents ministères, des Finances, des Affaires étrangères, l'ONT et le Syvicol, et on a ajouté quatre nouveaux membres, dont deux autres acteurs touristiques, le Luxembourg City Tourist Office pour la Ville et le ministère du Tourisme, ainsi que M. Jean Reitz de l'ALAC et M. Georges Metz du Service National de la Jeunesse.

**k.: Comment se sont associés les partenaires de la Grande Région?**

**R.G.:** Avant que je n'assume la coordination, il y avait déjà un groupe de travail assez informel où des représentants au niveau gouvernemental de chaque région étaient représentés et où ils



Photo: Guy Wagner

Robert Garcia répond à nos questions

s'étaient mis d'accord sur quelques principes fondamentaux, comme par exemple la territorialité des budgets: ce qui veut dire que chaque région est responsable des dépenses effectuées sur son territoire. Ils avaient aussi fixé les cinq fameux thèmes: **Migrations** pour le Luxembourg, **Patrimoine industriel** pour la Sarre, **Grandes personnalités européennes** pour la Rhénanie-Palatinat, **Culture de la mémoire** pour la Lorraine, **Expressions de la modernité** pour la Région wallonne (Communauté française de Belgique et Communauté germanophone de Belgique).

Comme coordinateur général, je n'ai rien à voir avec ces thèmes. C'est aussi ce qui avait été critiqué par le jury européen qui, après un premier examen, avait émis un avis négatif: il avait estimé, à juste titre, je pense, que faire une capitale européenne de la culture avec cinq régions et cinq thèmes différents, n'était pas bien homogène. Aussi, tout de suite quand je suis arrivé, j'ai re-développé le concept et fait une douzaine de fils conducteurs à travers ces thèmes, de façon à ce que chaque région puisse aussi travailler sur le thème des autres et qu'ainsi les thèmes soient reliés entre eux. Ce modèle ne s'applique d'ailleurs pas seulement aux thèmes, mais à tout ce qui est innovation culturelle, dimension européenne et dimension „grande région“, ceci, afin d'assouplir un peu la

fixation sur les thèmes. Au Luxembourg, on reste cependant avant tout sur le thème des migrations très attrayant pour notre société.

**k.: Où en est maintenant l'évolution dans les différentes régions?**

**R.G.:** Toutes les régions ont des pratiques culturelles et politiques très différentes. La première réussite a été de faire représenter dans un Conseil d'Administration, d'avoir ainsi une plateforme d'échanges, de réaliser la saisie et l'évaluation des projets dans chaque région, ainsi que, dans un second temps, de mettre en commun des projets transfrontaliers.

Il faut dire d'emblée que les régions ne comptent pas investir des sommes énormes et la plupart travaillent avec ce qu'elles ont comme budget normal. Par ailleurs, chaque région a répondu de façon très différente à notre demande de faire une coordination interne: la Belgique a nommé une personne qui est partiellement détachée, en Rhénanie, il y a un coordinateur, mais qui a aussi d'autres occupations, en Sarre, c'est le ministère qui coordonne, et en Lorraine, juste après les élections et la constitution du nouveau Conseil régional, il y a eu la nomination d'une coordinatrice (voir plus loin) qui s'occupe à plein temps de la collecte des projets... et l'on voit évidemment dans quelle région il y a le plus de projets.

**k.: Y a-t-il des régions qui ont du retard?**

**R.G.:** Par rapport au Luxembourg, elles ont toutes du retard, puisqu'elles ont commencé après nous, mais certaines, comme la Lorraine, sont particulièrement actives.

**k.: Y a-t-il un risque que l'une ou l'autre puisse faire défaut?**

**R.G.:** Non. Il faut dire qu'il y a toujours un très grand enthousiasme de la part des acteurs et des institutions culturelles. On reçoit peut-être même trop de projets, parce que tout le monde pense qu'il doit participer, et souvent les projets sont des choses que les gens feraient de toute façon et qu'ils mettent à la sauce 2007. On a cependant aussi de plus en plus de projets très réfléchis et s'orientant dans une perspective de collaboration. Evidemment, il y a un risque de déséquilibre: celui du budget. On espère que le gouvernement luxembourgeois l'accordera et, c'est en fait seulement quand il le fera qu'on pourra travailler... Non, ce n'est pas comme à Lille où on avait 72 millions.

**k.: Est-ce que les régions ont établi un réseau entre elles?**

**R.G.:** Oui, nous sommes la coordination générale, nous avons une coordination des coordinations, nous travaillons avec nos homologues dans la Grande Région, on se voit régulièrement et on essaie de mettre ensemble les projets. Cependant, nous n'en sommes pas encore à ce stade, parce que les régions n'ont pas fini l'évaluation et l'aval de leurs projets.

**k.: Vous aviez annoncé qu'il y aurait une préfiguration du programme en mars.**

**R.G.:** En mars, nous avons présenté à la Foire touristique à Berlin, l'ITB, une préfiguration géographique des points forts de la programmation. C'est une première esquisse, mais nous ne pourrions pas présenter de programme avant les élections communales fin octobre.

**k.: J'en viens maintenant à Sibiu (Hermannstadt en Roumanie). Quand est-ce que cette ville et sa population dont la langue est si proche de la nôtre, ont été associées? Je rappelle dans ce contexte que pour 1995, j'avais déjà proposé que l'on fasse un pont entre Sibiu et Luxembourg d'un côté et de l'autre, les petites villes des Etats-Unis entre Kansas et Chicago où vivent des émigrés du Luxembourg qui ont gardé de fortes attaches avec notre pays.**

**R.G.:** Nous avons tout de suite associé Sibiu comme 2e Capitale européenne de la Culture.

Sibiu n'est pas une antenne comme Nicosie en 1995, mais une capitale de la culture à part entière... et de nouveau une exception culturelle assez osée, puisque ce sera la première ville des anciens pays de l'Est à être capitale de la culture, sans même être actuellement membre de la Communauté, quitte à ce

qu'en 2007 elle le soit probablement. C'était un exercice diplomatique assez délicat, et il faut ajouter que, lorsque les dix nouveaux pays de la Communauté européenne ont vu le programme des CEC, ils ont dit avec raison: Est-ce que nous devons vraiment attendre jusqu'en 2020 pour avoir une capitale de la culture? Aussi a-t-on décidé qu'à partir de 2009, il y aura deux CEC, une dans les anciens pays de l'UE et une dans les nouveaux.

**k.: Quels projets spécifiques sont prévus avec Sibiu? Pense-t-on en particulier à des rencontres entre écrivains, musiciens et artistes?**

**R.G.:** Il faut dire que pour le moment, Sibiu n'est pas aussi prête que nous, parce que la Roumanie n'a pas les moyens et qu'il y avait un changement de gouvernement.

Néanmoins depuis que nous avons embauché une personne à mi-temps pour les relations Luxembourg-Sibiu, nous sommes en train d'établir des liens plus intenses.

Nous ne voulons pas faire des échanges tous azimuts avec n'importe quoi; nous préférons nous concentrer sur une douzaine ou une vingtaine de grands projets où les gens viennent ici et que nous allons à Sibiu, toujours dans la perspective d'échanges avec des gens qui ont une certaine compétence: Sibiu, par exemple, a un festival de théâtre très connu en Europe de l'Est, un festival de jazz, un Institut du film documentaire: ce qui veut dire que nous voulons travailler avec des partenaires forts. Il vaut, en effet, mieux faire peu de choses, mais très visibles, que des choses tous azimuts.

Ah, ce sacré fric!

**k.: Ce que vous avez conçu apparaît comme très réaliste ...**

**R.G.:** Il faut encore savoir que si nous travaillons beaucoup avec la Grande Région, cela est et reste difficile à cause de la diversité administrative... Mais la Roumanie est encore beaucoup plus loin! Nous sommes convenus avec les responsables de Sibiu qu'ils fassent d'abord leur programme et nous le nôtre avec la Grande Région. C'est après seulement que nous ferons les liens entre les projets.

**k.: Comment votre tâche en tant que coordinateur général a-t-elle été définie?**

**R.G.:** Pratiquement sur le modèle de '95.

**k.: Avez-vous eu la possibilité de figurer cette définition ou avez-vous été placé devant le fait accompli?**

**R.G.:** J'ai de grandes libertés.

**k.: Avez-vous votre mot à dire dans la programmation?**

**R.G.:** Jusqu'ici, nous travaillons en équipe autonome, et toutes les propositions sont soumises au Conseil d'Admi-

nistration. Il n'y a encore eu aucune contestation, – je touche du bois et j'espère que cela va durer.

La programmation a été établie en collaboration avec des consultants externes; on a proposé notre choix en bloc au Conseil d'Administration, et il est passé à l'unanimité.

Même le logo, le fameux cerf, n'a pas connu d'objection, et la proposition de budget à soumettre à la Ville et au Gouvernement est passée avec toutes les voix.

**k.: Cependant, à vous entendre, vous n'avez toujours pas de budget.**

**R.G.:** Le CA a fait une proposition avec des montants précis quant à la participation de la Ville et celle du gouvernement. La Ville de Luxembourg a déjà consenti sa part, et j'espère que le gouvernement va faire de même dans les prochaines semaines.

**k.: Vous ne risquez pas d'avoir le problème que j'ai eu en mon temps comme coordinateur de '95, à savoir que le budget était finalement loin de ce qui était prévu et qu'il a fallu couper dans les projets de telle façon que les uns avaient trop pour mourir et les autres pas assez pour vivre?**

**R.G.:** Disons que j'ai bâti la proposition de budget sur les projets qui étaient susceptibles d'être avalisés, plus une petite réserve, et avec toutes les contraintes que j'ai encore calculées concernant les artistes indépendants, etc., je pense que le budget est extrêmement raisonnable.

Il est finalement plus important que celui qui a été retenu en '95, mais beaucoup plus petit que celui de Lille, par exemple, ou celui que Liverpool veut investir en 2008.

Je crois que, compte tenu de la situation économique, il est très réaliste, mais depuis trois, quatre mois, j'ai toujours dit et répété que je ne ferai pas une année culturelle au rabais.

**k.: Donc le budget qui a été établi et qui a trouvé l'assentiment du Conseil d'Administration est suffisant pour couvrir les projets qui ont été sélectionnés et tout le reste, y compris les salaires et les frais? On ne vous a donc pas dit: „Fais-nous un beau programme, l'argent on le trouvera“, et en fin de compte, l'argent ne s'est pas trouvé?**

**R.G.:** Le budget est suffisant, mais il faut aussi dire qu'il y a une différence substantielle entre 1995 et 2007.

D'abord, on n'a pas fait d'appel public à projets, pour des tas de raisons, la raison essentielle étant que les villes qui l'avaient fait nous l'ont déconseillé, parce que c'est ce qui vous est arrivé en '95: On suscite beaucoup d'illusions, et finalement le coordinateur se trouve en bagarre avec tout le monde, parce qu'il ne peut pas satisfaire toutes les demandes.

Finalement, pour 2007, tous ceux qui étaient déjà là en '95 sont revenus.

J'ai eu jusqu'à maintenant 350 à 400 réunions, donc je ne peux pas me plaindre, mais il n'y en a pas eu à peu près 1100, comme en '95.

La deuxième raison est que la définition de la CEC, telle qu'elle est proposée par la Commission, a été changée. A l'époque, on pouvait un peu faire ce qu'on voulait, mais maintenant la Commission et le Parlement ont fixé des directives plus limitatives: on doit se restreindre à des activités selon une thématique précise. Ce n'est donc plus „l'année de toutes les cultures“, mais c'est une trame précise qui entre dans un programme habituel... Donc, un théâtre qui fait annuellement cinq productions, fera une ou deux productions qui s'appelleront „2007“. Le programme est ainsi beaucoup plus ciblé.

Nous avons aussi dû refuser des projets intrinsèquement intéressants, mais qui ne cadraient pas avec le thème de l'année culturelle. Pour cette raison, le nombre de projets est plus petit, mais les projets avalisés sont beaucoup plus grands et la plupart d'entre eux comportent de nombreuses sous-activités et une foule de manifestations concomitantes qui vont recouvrir toute une panoplie d'autres activités.

Il fait aussi dire que, contrairement à '95, où il y avait un total de seulement cinq institutions publiques et étatiques, nous en aurons quatorze ou quinze en 2007 et qu'elles nous ont proposé des projets qui impliquent non seulement leur institution, mais d'autres acteurs de

la société civile qui ne pourraient pas assumer des projets, faute de moyens. Ainsi, la Philharmonie travaillera avec l'UGDA, et l'UGDA, pour certaines activités, n'a pas besoin de rentrer des projets. Beaucoup de grandes institutions ont compris que l'on peut bien travailler avec des artistes individuels et avec le monde associatif pour les héberger chez elles.

#### Pas d'illusions à avoir

**k.: D'un autre côté, je pense que les nouvelles infrastructures et les nouvelles constructions de prestige ont aussi besoin de public, et c'est là un autre défi.**

**R.G.:** C'est effectivement l'un des grands défis pour 2007. Pour cela, nous avons fait faire une enquête par l'ILReS, pour voir les pratiques culturelles actuelles.

Et là, il ne faut pas avoir d'illusions: Il y a 4% de la population luxembourgeoise qui vont régulièrement, et 10% occasionnellement, dans les musées et aux concerts, même aux concerts rock, dont on aurait pu penser qu'ils étaient plus populaires. La seule discipline qui ait plus de public, et un public fidèle de surcroît, c'est le cinéma, avec 10% de réguliers et 20% d'occasionnels. L'on peut donc dire que 50%, voire 60% de la population, ne vont pas répondre à l'appel, sauf s'il s'agit d'événements festifs populaires. Notre défi est d'augmen-

ter les 4% à 10% et les occasionnels de 10 à 20%, mais on ne connaît pas la marge, nous ne sommes pas la télévision.

**k.: Est-ce que vous avez pensé travailler avec la télévision? En '95, j'avais eu l'idée, ... mais je ne sais pas si maintenant elle serait possible ..., qu'au lieu de prendre un de ses canaux pour sa publicité, ASTRA le prenne pour faire la diffusion mondiale des grands projets de 2007.**

**R.G.:** Oui, nous avons pensé travailler avec ASTRA, mais je veux attendre la fin de la programmation pour approcher les partenaires médiatiques et aussi les sponsors.

**k.: Vos interlocuteurs sont donc plutôt les institutions étatiques?**

**R.G.:** Non, on accepte tous les projets, mais si un artiste individuel – un chorégraphe, un musicien – vient chez nous et a un projet vraiment ambitieux qui dépasse le seul concert, le seul spectacle, ce n'est pas nous qui allons lui construire une scène. On va essayer de l'héberger dans une institution ou dans le cadre d'un projet associatif plus important. De cette manière-là, il a plus de visibilité, et son auteur n'a pas besoin de se surcharger avec des détails administratifs qu'il ne peut pas assumer, parce qu'un artiste est un artiste et un organisateur est un organisateur. Nous ne sommes organisateurs que dans un petit segment, notre „Zeltstad“, et ce sont les deux Rotondes qui vont avoir des affectations très différentes.



Photo: „2007“ / Gerhard Kassner



**k.:** En fait, vous créez des synergies, une sorte d'„interface“ entre les organisateurs et les artistes.

**R.G.:** Oui, c'est tout à fait cela.

**k.:** Vous-même avez-vous la possibilité de faire des propositions?

**R.G.:** Oui, j'ai moi-même fait des propositions de projets qui sont difficiles à réaliser. J'ai par exemple eu l'idée de la création à Luxembourg d'un institut européen de la chanson vivante, afin d'avoir un développement durable dans la coordination de la chanson, pas seulement francophone – la plus forte –, mais européenne. Pour ce faire, on va effectivement réaliser un programme „chanson“ très diversifié, mais de là à faire pérenniser ce modèle dans une structure, il faut des partenaires européens, institutionnels, etc. Dans l'état actuel des choses, je ne peux pas le faire, j'essaie donc de trouver des partenaires, Neumünster ou une autre institution. J'ai ainsi plusieurs projets qui me tiennent à cœur, mais je n'essaie pas de les imposer.

**k.:** J'ai entendu comme plainte que les intéressés devaient remplir de

longs formulaires pour se faire signifier finalement que leur projet n'avait pas été accepté.

**R.G.:** J'ai entendu cela aussi, mais disons que pour 300 projets, 290 de leurs auteurs n'avaient pas de problème avec ce formulaire. Il y a même eu des gens qui trouvaient qu'il n'y avait pas assez de place pour expliquer leur projet. Je ne suis pas un bureaucrate, mais nous voulions traiter tout le monde sur un pied d'égalité, et on sait qu'il y a des gens qui ont de très bonnes idées, mais qui n'arrivent pas à les formuler, alors que d'autres en ont de très mauvaises et peuvent écrire un livre sur elles.

Au lieu d'avoir à choisir entre un dessous-de-verre et un dossier en trois couleurs, on a opté pour cette voie unique avec dix-huit questions auxquelles il n'était pas très difficile de répondre. Ainsi, la première question est: „Pourquoi voulez-vous faire ce projet?“ Beaucoup nous ont dit que c'était une très bonne question, parce qu'ils ont dû réfléchir sur leur approche, sur le „pourquoi“, alors que les autres questions sont si banales que l'on peut, si on a de

bonnes idées, terminer le questionnaire en une demi-heure. D'ailleurs, on ne peut le faire que par Internet, ce qui nous permet d'avoir une base de données vite accessible.

**k.:** Qui finalement joue à l'empereur romain – pouce vers le haut, pouce vers le bas?

**R.G.:** On était à quatre pour évaluer les projets, le CA y avait d'ailleurs aussi accès, mais attention: On n'a pas jugé sur la qualité intrinsèque, parce que l'on ne voulait pas savoir si tel ou tel artiste était bon ou mauvais, on a travaillé sur les critères suivants: 1. Est-ce que le projet est proche du contenu, des thèmes, etc.? 2. Est-ce qu'il est réaliste du point de vue organisationnel? 3. Quel en est le réalisme financier?

Nous n'avons pas constitué de comité permanent, mais lorsque nous avons eu des doutes, nous avons ponctuellement fait appel à des gens du métier extérieurs et non impliqués dans les projets. On leur demandait: Est-ce que vous pensez que ce projet a une application européenne, artistique...? Pour l'essentiel, on s'est tenu à ces critères.

**k.:** Vous avez écrit le 29 décembre 1995, dans le „Gréng Spoun“ de l'époque (je traduis): „Le parent pauvre de la politique culturelle de l'Etat est par conséquent toujours le secteur socio-culturel des associations et des travailleurs culturels indépendants dans le pays de cocagne qu'est le nôtre. En dernière instance, la politique culturelle au Luxembourg est faite par l'Inspection Générale des Finances. Aux technocrates de la finance tout esprit culturel libertaire doit être suspect, voilà pourquoi ils essaient d'étouffer si possible toute collaboration conventionnée entre l'initiative privée, mais non commerciale, et la politique de soutien de l'Etat. Que la bohème culturelle vienne donc s.v.p. quémander des subsides, au lieu de se comporter insolemment comme des partenaires égaux.

Voilà pourquoi le montant, de 3,5 millions, en lui-même ridicule, pour des conventions avec des organisations a été gelé. Le but en est manifestement de libéraliser le marché de la culture de telle façon que seuls demeurent la requête auprès du Fonds culturel ou un

mariage de raison avec un sponsor.“

**Ces mots très pertinents restent-ils valables pour vous, maintenant que vous êtes de l'autre côté de la barrière?**

**R.G.:** Ils ne restent plus valables pour leur côté acerbe, car ils ont été écrits pour les débats budgétaires. Pendant onze ans, j'étais toujours le seul parlementaire à commenter le budget culturel. J'ai toujours fait le même discours, et l'ancien échevin à la Culture de la Ville, M. Frieden, feuilletait toujours le discours de l'année précédente pour voir ce que je changeais ...

A l'époque, la question qui se posait était si les associations pouvaient avoir des conventions qui leur assureraient sur cinq ans un travail régulier ou si elles devaient aller mendier chaque année pour avoir cinquante mille ou cent mille francs.

Est-ce à cause de moi qu'au fil des années Mme Hennicot-Schoepges a réduit la part des subsides au profit des conventions? Cela se peut, toujours est-il qu'actuellement les conventions sont déjà au même montant en euros qu'ils étaient en francs luxembourgeois à

l'époque. Personnellement, et en tant que coordinateur, mon opinion reste toujours la même: qu'il faut augmenter la part des conventions. Je reste persuadé, surtout dans l'optique de l'après-2007, qu'il faut voir lesquelles parmi les associations socioculturelles ont fait des programmes intéressants qui ne s'arrêtent pas avec 2007.

Y aura-t-il un après-2007?

**k.:** Justement, comptez-vous donner une continuité à l'année culturelle 2007, en particulier en ce qui concerne les créateurs indépendants?

**R.G.:** Nous ne pouvons que faire préfigurer la continuité, mais en 2008, nous serons tous limogés et donc plus responsables. Nous voulons mettre en œuvre certaines pratiques culturelles qui rendent évidente l'importance de l'apport socioculturel et artistique dans un paysage institutionnalisé.

Ce que le Gouvernement et la Ville feront de ces idées en 2008, je l'ignore, d'autant plus que c'est une question de budget.



Photo: „2007“ / Dimitru Budrala

**k.: Une question dans le même registre: Comptez-vous donner une suite à cette année 2007 au moyen de documents écrits, de vidéos, de DVD, de CD, de rapports accessibles à tous ou de réflexions sur les réalisations, bref, avec tout ce qui a été criminellement négligé par le comité directeur de '95?**

**R.G.:** Nous mettons tout sur support informatique; nos successeurs vont donc avoir tout à leur disposition. Nous restons totalement transparents, comme nous le sommes actuellement, puisque tout le monde peut voir quels sont les projets en lice.

La continuité n'est pas notre but affiché, mais elle figure dans la déclaration de l'ancien et du nouveau ministre qui disent qu'il faut faire prolonger les actions de la coordination en 2008 par une agence comme l'ALAC, mais à caractère transfrontalier. J'ai des idées très précises sur ce qu'une telle agence devra faire. Ce qu'elle ne devra pas faire, c'est servir d'alibi pour avoir un sentiment transfrontalier, grande région, et réaliser... trois manifestations.

Pour qu'une telle institution ait un sens, il faut qu'elle fasse un travail professionnel très ciblé sur plusieurs points. Il n'y aura de prime abord pas de problème sur l'échange d'informations, en ce qui concerne toutes les manifestations, donc il y aura, indépendamment de nous, le portail que Jean Reitz et ses partenaires vont réaliser sur la grande région.

Ainsi, en 2007 tout le monde aura accès par Internet à la moindre manifestation, cela est acquis.

**k.: Une parenthèse: Vous avez ce privilège d'Internet qu'on n'a pas eu pour 1995.**

**R.G.:** Oui, bien évidemment! La deuxième chose est de mettre en réseau dans la grande région acteurs individuels, collectifs institutionnels et producteurs pour qu'ils fassent des échanges au sein de la région, et troisièmement, le marketing des talents à l'extérieur doit se faire. On est ainsi allé au Midem, et pour la 1<sup>re</sup> fois, le Luxembourg avait un stand et un très bon stand, mais on voyait que les autres pays ou régions avaient en plus un bureau d'export, un bureau de marketing. Pour moi, cela a confirmé qu'une telle institution n'a qu'un sens: celui de faire connaître les artistes et les créations de la Grande Région en Europe et dans le monde. Si le suivi de 2007 est celui-là, alors je sortirai la tête haute, mais si tout s'arrête comme à Graz ou dans d'autres villes, je serai assez malheureux.

**k.: Et même très malheureux... car, qu'est-ce qui est resté après 1995? S'il n'y avait pas le „Casino - Forum d'art contemporain“, le CD de la radio 100.7 - avec Josef Bulva en soliste -, et un coffret des „Solistes Européens“, il n'y aurait rien, mais passons! Question tourisme: Vous avez été à l'ITB. Avec quel résultat?**

**R.G.:** Pour le volet tourisme, il y a deux aspects: d'abord nous voulons cibler le tourisme culturel, donc les gens qui vont venir exprès pour la culture. Le problème est qu'il s'agit là d'une frange très petite.

Le deuxième est de valoriser la culture dans le tourisme „mainstream“, nous orienter vers les gens qui viennent au Luxembourg pour se reposer ou pour acheter des cigarettes, afin que, finalement, ils participent aussi à de manifestations culturelles.

**k.: Comment comptez-vous développer le sponsoring? Est-ce qu'il entrera en jeu? Avez-vous déjà élaboré une stratégie, surtout que l'on sait qu'après '95, cette manne-là s'est considérablement tarie.**

**R.G.:** Il faut dire que nous avons un avantage par rapport à '95, à savoir que le sponsoring est déjà plus présent qu'alors, mais nous avons aussi le désavantage – qui pourrait devenir un avantage – que le „corporate sponsoring“ porte maintenant sur la Grande Région. Donc au lieu de 450.000 habitants, nous ciblez sur théoriquement 11 millions.

Il faut cependant savoir qu'il n'y a pas une panoplie d'entreprises intéressée à toute la Grande Région. Si vous prenez une chaîne de supermarchés française, elle est peut-être encore présente en Belgique et au Luxembourg, mais pas en Rhénanie et en Sarre, et pour ce „corporate sponsoring“ on doit travailler avec de grosses boîtes qui sont intéressées par toute la région.

Mais là, le choix n'est pas tellement grand, quitte à ce que les premiers sondages montrent un réel intérêt. Ce sera problématique de faire du sponsoring sur un seul pays, puisque le support essentiel ne sera plus le papier, mais Internet et les SMS, et il est également difficile de délimiter les sponsors qui sont seulement sur le territoire luxembourgeois de ceux qui sont sur la grande région. Pour cette raison, on a commandité une stratégie de sponsoring auprès d'un professionnel.

D'un autre côté, on voudrait garder pour nous, pour notre communication, les grands sponsors, mais on incite et on aide les partenaires à trouver des sponsors spécifiques pour leurs projets. Nous ne voulons cependant pas qu'il y ait de la concurrence entre les deux. Aussi n'allons-nous pas quêrir de petits sponsors qui donnent dans le grand pot, mais nous recherchons les petits sponsors pour les petits projets. Ainsi, tout le monde en aura pour son argent.

#### Et les fameuses Rotondes?

**k.: Une prolongation de 2007 est déjà certaine: l'exploitation ultérieure des Rotondes des CFL.**

**Ainsi, du moins, un de vos chevaux de bataille depuis une décennie et un de**

**vos souhaits les plus chers se réalisera. Mais que sera l'avenir des Rotondes ... des deux?**

**R.G.:** Le point de départ pour le choix des Rotondes n'est même pas le fait qu'elles soient mon violon d'Ingres, mais on s'est interrogé: Où est-ce que l'on va mettre une „Zeltstad“? Tout au début, on a même dit qu'on avait maintenant tellement d'institutions qu'on n'avait peut-être pas besoin d'une „Zeltstad“. Il fallait néanmoins un lieu d'accueil où les gens se retrouvent, discutent, une agora, et peut-être aussi des lieux spécifiques pour des populations-cibles qui ne sont pas représentées, comme les jeunes, et l'on s'est demandé où ils pourraient se retrouver.

Le choix était vite fait: le parking du St-Esprit, où il y a eu la „Zeltstad“ en 1995, est de toute façon occupé par la construction de la cité judiciaire, une „Zelstad“ sur le parking du Glacis, n'était pas très accueillante ... On s'est donc dit qu'en fait, il existait déjà deux tentes fixes en pierre: les Rotondes. La difficulté est que la première, qui va être prête fin de l'année, ne peut pas être convenablement utilisée seule, parce que l'autre rotonde, toujours occupée par les autobus, connaît encore le trafic, et que l'on ne peut pas mettre de palissade.

On a donc fait des démarches auprès des décideurs, et tous les partenaires – le ministère des Transports, les CFL, etc. – font des efforts très substantiels pour que l'on ait aussi la deuxième Rotonde, quitte à ce que ce ne soit pas encore à 100% acquis.

La première Rotonde, va servir de centre d'accueil avec billetterie, bistro et installation électro-lumino-acoustique un peu plus branchée, un peu plus avant-garde de l'art, qui fera un certain lien avec les métropoles. C'est là qu'on montrera aussi des artistes luxembourgeois et que, surtout, on fera le lien avec l'Europe.

L'autre Rotonde ne sera pas restaurée, elle sera seulement sécurisée. Ce sera une ambiance de „Kufa“ réservée aux jeunes, mais on ne veut pas faire seulement une disco, un nouveau „Didjeridoo“. Le but est de faire des créations pour et par les jeunes et pour les adultes.

On travaille avec le SNJ, les lycées, les écoles et les initiatives sociales. J'espère que cette expérience sera concluante et qu'après 2007, il y aura une acceptation à la fois populaire et politique pour que cette deuxième Rotonde puisse continuer à être utilisée par un public jeune, aussi par les enfants: Il faut un espace où la création de la jeunesse puisse s'articuler.

**k.: Qui dit Rotondes, dit quartier de Bonnevoie tellement négligé. Comptez-vous, en général, faire un travail d'animation dans les quartiers, les revitaliser, notamment le soir, où l'opération „ville morte“ est devenue permanente à Luxembourg?**



Photo: Martine May

La première Rotonde va servir de centre d'accueil en 2007

**R.G.:** Oui. Cependant, nous ne le ferons pas nous-mêmes, mais conjointement avec des associations qui y sont déjà ancrées.

Nous n'allons pas nous substituer à une politique que les responsables communaux font ou devraient faire ou sont censés faire, mais de toute façon, en 2007, il y aura une panoplie d'événements, et la ville sera plus animée, sans que, cependant, nous allions créer des bistrotts.

Ce que, par contre, nous allons certainement faire, c'est d'établir un lien très fort entre les Rotondes et la rue de Hollerich ainsi que d'autres sites, pour que les jeunes surtout sentent qu'il y a un effort de mise en commun.

**k.:** Comment comptez-vous intégrer les autres villes du pays dans le projet? Dudelange, c'est connu, s'occupera de façon très intense du thème retenu pour le Grand-Duché: „la migration“. Mais qu'en est-il des autres villes?

**R.G.:** Nous avons un certain nombre de villes et de villages qui ont des projets propres: Esch va travailler sur les lumières, Differdange va œuvrer sur l'intégration, avec Dudelange. On a des projets sur des villes plus petites, mais il y a aussi des villes qui n'ont pas bougé. Il ne faut pas oublier qu'il y a la campagne électorale pour les élections municipales et communales dans les mois à venir, donc, que tout cela va encore bouger.

**k.:** Les élections d'octobre vous laissent évidemment en partie comme dans un terrain vague?

**R.G.:** Oui, mais je crois que les villes qui ont des idées ont déjà soumis leurs

projets, et ce sont surtout les villes où il y a une vie associative. A un certain moment, on a même craint qu'il y n'ait plus de projets dans le pays que dans la capitale, mais ces derniers temps, on a mis les bouchées doubles à Luxembourg, surtout que le Conseil échevinal a augmenté le budget pour avoir un fort programme de présence, d'habillage urbain et événementiel. En 2007, tous les gens qui viendront à Luxembourg et qui débarqueront à la gare remarqueront qu'il y a plein de cerfs. C'est la fête des cerfs ... (*grand rive*).

#### Pourquoi précisément ce logo?

**k.:** Ah, le cerf! Du moins, vous avez déjà réussi à échauffer les esprits avec votre logo. On ne peut donc pas ne pas en parler. Fallait-il que ce fût celui-là? Vous-même avez avoué que vous vous seriez exclamé: „Il faudrait me passer sur le corps!“

**R.G.:** Disons que nous avons choisi le logo par une procédure tout à fait professionnelle. On a fait un appel public à des gens du métier: graphistes, agences de toute la grande région.

On a eu 184 logos et l'on a instauré un jury totalement indépendant de nous: nous n'y étions pas représentés. On était sûr que l'on avait le jury le plus compétent possible, puisqu'il y avait toutes les catégories représentées: artistes, journalistes, graphistes. Leurs noms sont d'ailleurs publics: Björn Dahlström, responsable de la programmation au MUDAM; Tom Gloesener, graphiste et pré-

sident de l'association Design Luxembourg; Josée Hansen, rédactrice au Lëtzebuerger Land; Mike Koedinger, directeur des Editions Koedinger; Enrico Lunghi, Directeur artistique du Casino; Luc Scheer, Corporate Communications Arcelor et Christiane Sietzen, présidente du jury et responsable Communication et Relations Publiques de la Ville de Luxembourg.

En fin de compte, il n'y avait plus que sept logos qui ont eu au moins une voix. Les autres étaient totalement inutilisables du fait que ce n'est plus comme en '95 où le projet s'est adressé à un seul pays, mais qu'il y a eu la difficulté de faire accepter ce logo par toute la Grande Région (ne prenons que le „k“ qui aurait pu représenter la culture, mais ceci seulement dans les régions germanophones). La tâche était donc très difficile pour les graphistes.

Le jury qui a choisi celui qui provoque tant de discussions, me l'a présenté en me disant: „Etes-vous prêt à assumer un logo qui ne fera pas l'unanimité ou voulez-vous un logo qui ne fasse mal à personne?“ J'ai dit d'accepter aussi un logo qui prêterait à discussion, mais quand je l'ai vu j'ai dit: „Nëmmen iwzwer meng Läich!“

Mais comme mes collaboratrices ont trouvé le logo très branché – elles sont toutes plus jeunes que moi – elles m'ont demandé d'attendre et de réfléchir, et au bout de deux semaines j'ai pensé que c'était sans doute le meilleur logo, parce que si on avait fait une exposition avec tous les logos, ce serait clair qu'il se serait imposé.

**k.: Pourquoi ne pas avoir fait cette exposition?**

**R.G.:** Je ne suis pas un professionnel, mais je crois que cela ne se fait pas, parce que l'on aurait dû demander à tous les créateurs leur autorisation pour l'exposition. C'est une graphiste qui a fait ce logo, et mes réticences étaient d'abord au premier degré, parce que c'était un peu trop mâle, que cela me rappelait les tableaux kitsch avec cerf de ma tante et que le logo évoquait aussi une boisson allemande.

Au second degré, mon interprétation allait dans la direction que j'ai demandé à un historien: Quel est historiquement l'élément qui a uni la grande région, parce qu'il y a, en fait, plus de choses qui l'ont séparée (entre autres les guerres), et l'historien m'a dit que c'étaient les forêts. Or, le cerf est indubitablement représentatif de la forêt. Il y a, certes, d'autres animaux qui représentent la forêt, les Belges ont pris sans gêne le

sanglier et ont même fait un jeu de mot génial avec „une ardeur d'avance – Wallonie“. Personne n'a rouspété. Donc, les gens ont moins d'état d'âme avec le sanglier qu'avec le cerf. D'où cela vient-il? Du fait qu'historiquement, il y a les influences kitsch allemandes et conservatrices. J'ai alors essayé d'en faire abstraction.

Autre chose: ceux qui viennent de Paris, de Berlin, de Londres... pensent que nous sommes des péquenots, des „Hinterwäldler“. Nous avons bien été le „département des forêts“. Donc, au lieu d'avoir honte, on dit maintenant: OK, on est des „Hinterwäldler“, mais on n'est pas n'importe qui! On s'affiche avec le bleu, la couleur du rêve et de l'imagination, et si vous venez dans le „Hinterwald“ vous allez avoir d'agréables surprises ... Et si on regarde le cerf de cette façon, on nous regarde autrement.

Il faut décidément se défaire des ima-

ges du passé, notre génération étant totalement influencée par le regard kitsch. Exemple: On collectionne des hippopotames et des crocodiles, mais le cerf, curieusement, est kitsch par définition. Je fais la parallèle avec des gens qui détestent la musique de cithare des Alpes et qui écoutent de la harpe andine. Celle-ci n'est pas kitsch... tandis que la cithare l'est. Je suis d'ailleurs totalement confirmé dans mon approche, parce que le public entre 18 et 35 ans trouve le logo „génial“, tandis que les gens de notre génération ont l'approche que j'ai eue moi-même. Je dirais même que les gens qui ont de l'humour trouvent cela bien, mais alors, cela voudrait dire que je n'ai pas d'humour (*rires*). Un autre aspect encore, c'est justement de jouer sur l'ironie pour faire quelque chose de positif, et j'aime l'ironie. Je suis maintenant convaincu que dans un an plus personne ne mettra en question ce logo et qu'il sera même devenu un outil de marketing privilégié. J'ai remarqué à l'ITB que les plus jeunes étaient épatés, alors que notre génération avait des réticences.

**k.: Je pense quand même que vous avez dû déjà énormément vous défendre, parce que sur le sujet du cerf vous êtes devenu d'une éloquence extrême.**

**R.G.:** J'aime maintenant le défendre, et très souvent j'arrive à convaincre. Et puis, je trouve qu'il faut se défaire de ses complexes, et pour moi, cette controverse fait partie de notre complexe d'infériorité: si le cerf se trouvait, par exemple, devant le Centre Pompidou, tout le monde le trouverait bien... Nous avons le complexe des Noirs de l'époque coloniale qui croyaient que, parce qu'on leur avait dit pendant des siècles qu'ils étaient de deuxième classe, alors, ils l'étaient vraiment.

**k.: Et vos partenaires belges, français, allemands, qu'ont-ils dit du logo?**

**R.G.:** Il n'y a eu aucun problème de ce côté-là. Les coordinateurs l'ont trouvé très bon. Il y avait quelques individus qui ont réagi, mais en général le cerf a été bien accueilli.

**k.: La confusion entre un cerf et un élan est-elle volontaire?**

**R.G.:** Non, non, c'était un jeu de mot.

**k.: Bon... Quel est votre plus grand souhait pour 2007?**

**R.G.:** Ouh! Très bonne question! C'est que 2007 ne se limite pas à un événement, mais qu'il y ait une suite.

**k.: Que comptez-vous faire après 2007?**

**R.G.:** Totalement autre chose. J'ai fait dix boulots différents dans ma vie et je voudrais encore en faire un onzième, peut-être un travail plus individuel, parce que jusqu'à présent j'ai surtout œuvré dans l'associatif et le collectif, mais ma patience commence à être ébranlée et je voudrais faire des choses plus personnelles.

**Propos recueillis par  
Ariel et Guy Wagner**



Photo: Isabella Finzi

Une Rockhal, une Philharmonie, un Mudam et un cerf ... que de nouveautés!